

# REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences  
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara  
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 05 - Juin 2022





# REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences  
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara  
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 05 - Juin 2022

**REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION**

ISSN : 2617-7560

**DIRECTEUR DE PUBLICATION** : PROFESSEUR N'GORAN-POAMÉ LÉA M. L.

**DIRECTEUR DE RÉDACTION** : DR JEAN-CLAUDE OULAI, MCU

**COMITÉ SCIENTIFIQUE**

PROF. ABLOU CAMILLE ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA  
PROF. ALAIN KIYINDOU, UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE  
PROF. AZOUMANA OUATTARA, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA  
PROF. BAH HENRI, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA  
PROF. BLÉ RAOUL GERMAIN, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY  
PROF. CLAUDE LISHOU, UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP  
PROF. EDOUARD NGAMOUNTSIKA, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI  
DR FRANCIS BARBEY, MCU, UNIVERSITÉ CATHOLIQUE LOMÉ  
PROF. GORAN KOFFI MODESTE ARMAND, UNIVERSITÉ F. HOUPHOUËT-BOIGNY  
DR JÉRÔME VALLUY, MCU, HDR, UNIVERSITÉ PANTHÉON-SORBONNE  
PROF. JOSEPH P. ASSI-KAUDJHIS, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA  
PROF. KOUAMÉ KOUAKOU, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA  
PROF. MAKOSSO JEAN-FÉLIX, MCU, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI  
PROF. NANGA A. ANGÉLINE, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY  
PROF. POAMÉ LAZARE MARCELIN, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA  
PROF. TCHITCHI TOUSSAINT YAОВI, UNIVERSITÉ D'ABOMEY-CALAVI  
PROF. TRO DÉHO ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

**COMITÉ DE RÉDACTION**

PROF. ABLOU CAMILLE ROGER  
DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU  
DR JEAN-CLAUDE OULAI, MCU  
PROF. KOUAMÉ KOUAKOU  
DR NIAMKEY AKA, MCU  
DR OUMAROU BOUKARI, MCU

**COMITÉ DE LECTURE**

PROF. IBO LYDIE  
DR IRIÉ BI TIÉ BENJAMAIN  
DR ADJUÉ ANONKPO JULIEN  
DR COULIBALY DAOUA  
PROF. KOFFI ÉHOUMAN RENÉ, MCU  
DR KOUADIO GERVAIS-XAVIER  
DR KOUAMÉ KHAN  
DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU  
DR OULAI CORINNE YÉLAKAN

**MARKETING & PUBLICITÉ** : DR KOUAMÉ KHAN

**INFOGRAPHIE / WEB MASTER** : TOURÉ K. D. ESPÉRANCE / SANGUEN KOUAKOU

**ÉDITEUR** : DSLC

**TÉLÉPHONE** : (+225 01 40 29 15 19 / 07 48 14 02 02)

**COURRIEL** : [khankouame@gmail.com](mailto:khankouame@gmail.com) / [jeanclaudeoulai@uao.edu.ci](mailto:jeanclaudeoulai@uao.edu.ci)

**INDEXATION** : <https://journal-index.org/index.php/asi/article/view/12689>  
<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/352725>

**SITE INTERNET** : <http://relacom-slc.org>



LIGNE EDITORIALE

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la serve nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :

- Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
- Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
- Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
- Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.

Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondu à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

**Le Comité de Rédaction**

## RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

### I. RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande. Nombre de page : minimum 10 pages, maximum 15 pages en interlignes simples. Numérotation numérique en chiffres arabes, en haut et à droite de la page concernée. Police : Times New Roman. Taille : 11. Orientation : Portrait, recto.

### II. NORMES EDITORIALES (NORCAMES)

Pour répondre aux Normes CAMES, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- ✚ Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées). Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition.

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

### III. RÈGLES D'ÉTHIQUES ET DE DÉONTOLOGIE

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

## SOMMAIRE

1. ALOSSÉ Dotsé Charles-Grégoire, KOUDJOA Abala Dissirama (Université de Kara, Togo)  
**Politique du genre et libération sociale de la femme à partir du différentialisme émancipateur** 09
2. CAMARA Stanislas Modibo / LATTE Jacques Symphor (Université Péléforo Gbon Coulibaly, Korhogo-Côte d'Ivoire)  
**Léopold Sédar Senghor, le poète de la civilisation de l'universel** 23
3. DADI Mahi Esaïe (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)  
**Technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE) et résilience pédagogique de l'Université Alassane Ouattara (UAO) à l'ère de COVID-19** 32
4. DARIF El Bouffy Hakima (Université Mohamed V, Rabat-Maroc)  
**Le social learning digital et le développement des compétences professionnelles des enseignants de français cycle secondaire au Maroc** 43
5. Dimitri OVENANGA-KOUMOU (Université Marien Ngouabi, Brazzaville-Congo)  
**L'évènement de la mort : fatalité imagée chez Heidegger** 60
6. DJAHA Koffi Henri (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)  
**Représentation de la sexualité, estime de soi et conduites sexuelles à risque chez les adolescentes d'Abidjan** 70
7. Jean-Claude OULAI (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)  
**"Influenceurs" et éthique de la visibilité sur les réseaux sociaux en Côte d'Ivoire** 81
8. Jean Sibadioumeg DIATTA (Université Cheikh Anta Diop, Dakar-Sénégal)/  
Vieux Demba CISSOKO (Université Gaston Berger, St Louis-Sénégal)  
**Variations des pratiques plurilingues à Ziguinchor : contribution à une recherche contrastive sur centre et périphérie en sociolinguistique urbaine** 94
9. Kouakou Guillaume YAO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)  
**Relations Publiques et E-réputation des organisations hôtelières ivoiriennes à l'ère du COVID-19** 109

10. Marie Sylvana BROU (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire),  
Lépri Bernadin Nicaise AKA, Clément Kouadio KOUAMÉ (Université Félix  
Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)  
**Les défis de la communication dans la génération de la demande pour les  
services de vaccination : cas des programmes élargis de vaccination en  
Côte d'Ivoire en 2021** 121
11. Alexis Innocent Dit Marshall ACKAH (Institut National Supérieur des Arts et  
de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)  
**Mobilisation communautaire : élément de lutte contre le dérèglement  
climatique en milieu rural** 135
12. Mimboabe BAKPA (Université de Kara, Togo)  
**Éléments de la négation dans les langues Gurma : état des lieux** 149
13. Nibé Dramane SILUÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)  
**Communication et déterminants de la solidarité dans la pratique du poro  
chez les Senoufo de Korhogo** 160
14. Thibaut DUBARRY (Université de Rouen, France)  
**Quatre leçons sur le rôle positif du religieux à l'égard du Sida à la lumière  
d'églises pentecôtistes et de mosquées de Townships de la nation arc en  
ciel** 173
15. Vahama KAMAGATÉ (Université Péléforo Gbon Coulibaly, Korhogo-Côte  
d'Ivoire)  
**Mobilisation communautaire pour la préscolarisation dans les régions du  
Béré et du Kabadougou en Côte d'Ivoire** 190
16. AGBENOKO Donyo Koffi (Université de Kara, Togo)  
**L'Afrique entre altérité mondialiste et affirmation de souveraineté  
étatique : enjeux socio-économiques et politiques de son rapport au  
monde** 204
17. Oumar DIÈYE (Université Cheikh Anta Diop, Dakar-Sénégal)  
**Dynamiques discursives et poétique intermédiaire dans *La première  
journée de la bergerie* (1565) de Remy Belleau** 218
18. Emna GHANNOUCHI (Université de Manouba, Tunisie), Neila GHANNOUCHI  
(Université de Jendouba, Tunisie), Jawhar JAMMOUSI (Université de  
Manouba, Tunisie)  
**L'impact de la dimension du divertissement sur le comportement du  
consommateur : cas des Centres Commerciaux en Tunisie** 218



19. Youssouf DIAWARA (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire),  
KOUADIO Akissi Françoise épouse. KONAN (Université Alassane Ouattara,  
Bouaké-Côte d'Ivoire)

**Analyse discursive de l'œuvre dramatique *L'optimiste* (Saverio Naigiziki :  
aspect sémantique et pragmatique** **249**

## MOBILISATION COMMUNAUTAIRE POUR LA PRÉSCOLARISATION DANS LES RÉGIONS DU BÉRÉ ET DU KABADOUGOU EN CÔTE D'IVOIRE

Vahama KAMAGATÉ  
Université Péléforo Gbon Coulibaly  
(Korhogo-Côte d'Ivoire)  
[kmahama2008@yahoo.fr](mailto:kmahama2008@yahoo.fr)

### Résumé :

Le contexte mondial de développement durable induit une participation de plus en plus accrue des communautés rurales à la construction de leur propre développement. La mobilisation communautaire en tant que processus de responsabilisation et d'autonomisation des communautés est requise pour l'appropriation des Centres Préscolaires Communautaires dans les régions du Béré et du Kabadougou en Côte d'Ivoire.

Les constatations de cette étude indiquent qu'à l'issue de la mobilisation communautaire autour des Centre Préscolaires Communautaires (CPC), 2064 jeunes enfants sont inscrits dans les 35 CPC du Béré et du Kabadougou en début d'année scolaire 2021-2022. Les Clubs des Mères d'Elèves Filles fonctionnent et des Activités Génératrices de Revenu ont été initiées depuis 2019.

Cette étude a requis le recueil de données qualitatives dont le traitement et l'analyse ont, par endroit, permis de faire ressortir des données quantitatives. C'est une étude de cas basée sur un échantillonnage par cas unique. La présente étude recourt à une observation participante directe qui emprunte les techniques de la recherche-action. Elle met en évidence l'apport de la mobilisation communautaire à l'appropriation des Centres Préscolaires Communautaires.

La mobilisation communautaire se révèle ainsi comme un processus durable de co-construction et de gestion durable du développement.

**Mots clés :** Mobilisation communautaire, développement, rural, préscolaire, participation.

### Abstract :

The global context of sustainable development induces an increasing participation of rural communities in building their own development. Community mobilization as a process of empowerment is required for the appropriation of Community Pre-school Centers in the Béré and Kabadougou regions of Côte d'Ivoire. The findings of this study indicate that following community mobilization around the Community Pre-school Centers (CPCs), 2064 young children are enrolled in the 35 CPCs of Béré and Kabadougou at the beginning of the 2021-2022 school year. The Child Girls Mother's Club are functioning, and income-generating activities have been initiated since 2019. This study required the collection of qualitative data, whose processing and analysis, in places, allowed quantitative data to emerge.

It is a case study based on participatory observation that borrows from action research techniques. It highlights the contribution of community mobilization to the appropriation of Community Pre-school Centers. Community mobilization is thus revealed as a sustainable process of co-construction and sustainable management of development.

**Key words :** Community mobilization, development, rural, preschool, participation.

## Introduction

L'implication des communautés rurales dans la recherche de solutions à leurs besoins s'inscrit dans une démarche qui emprunte les mécanismes de la communication pour le développement. Les communautés sont de plus en plus préoccupées de l'opportunité des initiatives de développement à leur endroit. La communauté peut être « une communauté de sang (famille, parenté, clan) » ou « une communauté de lieu (voisinage que l'on retrouve souvent en milieu rural) » voire « une communauté d'esprit (relations d'amitié fondées sur la foi, etc. » (A. T. NGom 1998, p.64). Selon la déclaration d'Alma, la communauté est « comme un ensemble d'individus qui partagent les mêmes valeurs, et cadre d'action dans la manière de s'adapter à l'évolution de l'environnement » (Organisation Panaméricaine de la Santé, 1986, p.3). En effet, « les groupes d'individus qui constituent la communauté ont la capacité collective innée d'adopter des décisions, d'allouer des ressources et d'assumer la responsabilité de la direction des activités entreprises par le groupe » (Idem, p.3). Cette prédisposition des membres de la communauté à collaborer et à servir des intérêts communs et du groupe peut être parfois compromise. C'est pourquoi, dans la conduite des initiatives de développement, la voix des communautés compte.

En réalité, « chaque individu, chaque famille est porteuse de points de vue, d'attentes et de savoirs particuliers (...) » (L. Zampou, 2016, p.105). C'est pourquoi, il importe de susciter « une atmosphère communicationnelle » qui « engage les citoyens à la quête de la cohésion sociale » (F. Dosso, 2020, p.39). C'est ainsi que dans le traitement des problématiques de santé, ou d'éducation, il faut une approche communicationnelle plus écologique qui intègre les contingences sociales et culturelles locales. Quand elles ne sont pas suffisamment abordées, les crises qu'elles engendrent peuvent entraver le succès du projet de développement. L'appui d'un organisme spécialisé des Nations Unies (Unicef), consistant à apporter une expertise technique de mobilisation communautaire dans les régions du Béré et du Kabadougou, tient compte de la complexité qu'il y a, à fournir un service d'éducation préscolaire dans les zones rurales. En effet, « la vie scolaire des jeunes ruraux d'origine populaire se caractérise très souvent par un échec précoce suivi d'une élimination rapide de l'école après l'âge de la scolarité obligatoire ou d'une relégation dans les filières scolaires les plus basses » (J. Brangeon et al., 1973, p.1). En Côte d'Ivoire, en zone rurale, seulement 5% des enfants de 36 à 59 mois fréquentent les programmes préscolaires » (MPD, MICS 2016, p.114). Ce taux de fréquentation du préscolaire n'est que de 14,3% au niveau national avec « une très forte disparité entre les enfants des ménages les plus riches » et « ceux des ménages les plus pauvres » (MPD, SITAN 2019, p.101).

La possibilité offerte aux enfants de 4 à 5 ans vivant dans 24 localités dans la région du Béré puis de 11 localités dans la région du Kabadougou « contribue au développement du capital humain en offrant des services d'éducation, réduisant les disparités géographiques et améliorant l'accès aux services de préscolarisation et la qualité de l'apprentissage » (PAPSE, 2018). Cette vision du Projet d'Amélioration de la Prestation des Services Éducatifs (PAPSE) répond au point 4-2 des objectifs de développement durable (ONU, 2015) et découle du « Plan sectoriel Éducation/Formation Côte d'Ivoire 2016-2025 » (MENETFP et MESRS, 2017).

L'expérience du centre préscolaire, plus connu sous l'appellation de « école maternelle » ou « jardin d'enfants » (G. Mialaret, 1975, p.30), dans les communautés des 35 localités du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire, est nouvelle. Elle « suppose une prise de position lucide en ce qui concerne le rôle social que peut et doit jouer l'éducation préscolaire dans une communauté » (G. Mialaret, 1975, p.11). Il est admis et comme le soutiennent certains auteurs, pour un enfant, qu'un « passage suffisamment long dans l'enseignement préscolaire améliore ses chances de réussite pendant sa scolarité ultérieure, non seulement dans l'enseignement primaire[mais] aussi pour la suite du cursus » (A. Norvez, 1986, p.132). Et pourtant des perceptions existent. « Le jeu, perçu

comme un divertissement, a dû mal à intégrer aux apprentissages en élémentaire » (Coutou, 2015) p.19). Alors que dans le préscolaire, « le jeu y est représenté en tant que contexte privilégié de l'expression et de l'expérimentation chez l'enfant » (J. Bédard et al., 2002, p.101). Ainsi, la structuration d'une bonne synergie d'actions communautaires autour des Centres Préscolaires Communautaires (CPC) implique une approche communicationnelle qui soit dialogique et participative. Et doit intégrer toutes ces perceptions afin d'obtenir l'adhésion et l'engagement des communautés.

La présente étude met en action l'effet de la mobilisation communautaire sur l'acceptation, la fréquentation et l'accompagnement des CPC dans les communautés. En effet, les indicateurs de la mobilisation communautaire indiquent que dans les régions du Béré et du Kabadougou, pour l'année scolaire 2021-2022, 2064 enfants sont inscrits dans les 35 Centres préscolaires Communautaires (CPC), les Clubs des Mères d'Élèves Filles (CMEF) qui sont les regroupements de femmes autour des CPC, fonctionnent et des Activités Génératrices de Revenu (AGR) soutiennent l'accompagnement des CPC.

Il s'agit dans le cadre de cette étude de comprendre comment l'implication des communautés bénéficiaires contribue à la prise en charge locale des Centres Préscolaires Communautaires (CPC) et au relèvement du taux de préscolarisation. À l'évidence, la mobilisation des acteurs communautaires dans les régions du Béré et du Kabadougou favorise une adhésion et un engagement des communautés pour le développement de la petite enfance autour des CPC. Ainsi, l'on est en droit de s'interroger, quel est l'apport de la mobilisation communautaire à l'appropriation des Centres Préscolaires Communautaires (CPC) dans les régions du Béré et du Kabadougou ?

Cet examen nous amène à circonscrire le cadre théorique et méthodologique de notre étude. De cette démarche, les résultats de cette campagne de mobilisation communautaire permettront de structurer la discussion qui reste fondamentale à l'utilité scientifique de notre étude.

## **1. Méthode et théorie**

En Côte d'Ivoire, aux termes de l'article 32 de la loi du 05 août 2014 portant orientation de l'organisation générale de l'Administration Territoriale, « la région est une collectivité territoriale ». Dans le cadre de l'Administration territoriale déconcentrée, elle représente « l'échelon d'exécution des réalisations d'intérêt général » (Art.6).

Les régions du Béré et du Kabadougou, situées dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire bénéficient de la composante « Centre préscolaire communautaire (CPC) » du Projet d'Amélioration de la Prestation des Services Éducatifs (PAPSE). La structuration et la conduite au sein des communautés de ce processus de préscolarisation requièrent une approche communicationnelle intégrée des différents acteurs et parties prenantes afin d'obtenir leur adhésion et leur engagement. La présente étude est un cadre de mise en relation de théorie et de pratiques de la mobilisation communautaire pour le succès de la préscolarisation du jeune enfant.

### **1.1. Référencement théorique**

La présente étude recourt à la théorie des attentes. C'est un « modèle affectif » qui se « fonde sur les attitudes des individus pour enclencher le changement comportemental » (Camille Roger Abolou, 2020), p.93). Cette théorie « met en avant une attitude favorable qui traduit la possibilité d'un changement comportemental ». Elle est proposée en 1964 par Victor Vroom. « Selon cette théorie, le changement comportemental s'effectue selon la maximisation d'une appétence et selon la minimisation d'une inhibition. Les individus adoptent de nouveaux comportements si et seulement s'ils sont motivés ou ont confiance » (C. R. Abolou, 2020, p.97).

L'accès à l'éducation préscolaire des enfants de 4 à 5 ans dans les zones rurales est une



opportunité pour les communautés. Dans le même temps, l'État et les partenaires au développement œuvrent au développement de la petite enfance. Il y a donc là un intérêt manifeste de l'État, déjà existant, et un intérêt latent des communautés, à susciter, pour le bien-être des enfants de moins de 6 ans. Cette relation d'expectative de l'État et des communautés, en vue du bien-être de l'enfant, reste cohérente avec le choix de la théorie des attentes. La mobilisation communautaire intervient ainsi comme un facteur de construction de la confiance pour le développement qui met en lien, l'État, les partenaires au développement et les populations bénéficiaires des CPC. Le recours à la théorie des attentes concourt ainsi à la conduite du changement de comportement en requérant de façon participative d'adhésion et l'engagement des communautés bénéficiaires.

## 1.2. Méthodologie

Cette étude a requis le recueil de données qualitatives dont le traitement et l'analyse ont par endroit permis de faire ressortir des données quantitatives. C'est une étude de cas qui s'est tenue sur la période de septembre 2019 à juillet 2020. Elle recourt à un échantillonnage par cas unique avec une structure fermée de type échantillon de milieu. Elle porte sur une population composée des communautés créées autour des CPC dans les 24 localités de la région du Béré et des 11 localités de la région du Kabadougou. Ces deux régions se situent dans le Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire et regorgent 5,8% du taux national des enfants de 36 à 59 mois<sup>1</sup> fréquentant le préscolaire (MICS 2016, p.113). Un score faible par rapport aux deux autres régions d'implémentation (région du nord 7,4% et la région du Nord-est 7,6%) de la composante préscolaire du Projet d'Amélioration de la Prestation des Services Educatifs (PAPSE). C'est un échantillon de milieu qui a été mobilisé pour cette étude. Dans l'échantillon de milieu, « on choisit un « milieu » comme univers de travail pour la constitution du corpus empirique ». Et cet échantillon « n'exige pas nécessairement que toutes les observations soient faites dans un seul lieu, mais tout simplement qu'elles soient traitées comme se rapportant globalement à un même milieu. », (A. Pires, 1997, pp37-38)

Par ailleurs, pour le recueil des données, cette étude recourt à l'observation participante directe. Et plus précisément à la technique de la « recherche-action » (P. N'Da, 2015, p. 128). Elle fait intervenir les agents mobilisateurs communautaires, stratifiés en Lead, Superviseurs, Agintras et Aginters au sein de la communauté. Les Agintras et les Aginters sont des agents mobilisateurs communautaires qui, selon leur zone géographique d'intervention, sont dans la même circonscription éducative (Agintras) ou sur plus d'une circonscription éducative (Aginters). Ils engagent les acteurs communautaires dans le processus de prise de décision et de gestion des CPC. C'est une dynamique de va-et-vient continu des agents de mobilisation communautaire entre l'État, ses partenaires et la communauté bénéficiaire pour bâtir un consensus autour du développement des CPC. Cette démarche, « en alliant la pensée théorique à l'intervention, travaillent avec des groupes extérieurs à leurs institutions, analysent avec ces derniers les problèmes de leur milieu, les aident à les percevoir plus nettement et à prendre eux-mêmes en charge les secteurs où vivent les enjeux majeurs de leur vie collective» (R. Mayer et F. Ouellet, 1991, p.107).

À la pratique, cette observation directe participante de type recherche-action a été conduite en trois phases essentielles : l'immersion dans des communautés rurales, le

<sup>1</sup> Les enfants de 36 à 59 mois sont les enfants âgés de 3 à 5 ans non révolus.

déploiement des équipes de mobilisation et la supervision des activités de mobilisation communautaire.

L'immersion au sein des communautés rurales s'est traduite par la visite et les échanges avec les acteurs communautaires en situation différente dans les régions du Béré et du Kabadougou. Il s'est agi, dans cette démarche de référencement sur le terrain, d'étudier et d'analyser un projet similaire conduit par l'Unicef Côte d'Ivoire en partenariat avec Caritas Côte d'Ivoire. La mission d'immersion a ainsi permis de rencontrer et d'échanger avec les communautés qui avaient déjà l'expérience des centres préscolaires au niveau rural et qui avaient été classifiées par « résultats très satisfaisants » et « résultats mitigés ». Et aussi, d'échanger avec des communautés qui bénéficient des CPC dans le cadre de la présente étude. Cette mission a également permis de faire une incursion formative dans ces localités rurales, de recueillir des informations puis de les traiter dans le cadre de l'élaboration, de la conduite et du suivi des activités de mobilisation communautaires. À partir d'un plan de déploiement et d'un programme de travail, les Agintris et les Agintris, sous la conduite des superviseurs dans chaque région, entraient dans les communautés sur la base d'un protocole d'entrée, d'un protocole de nouvelles, et d'un protocole de sortie. Les messages et les éléments de langage élaborés ont permis aux Agintris et Agintris de conduire les rencontres avec les acteurs communautaires et construire avec eux le plan de travail communautaire (PTC). À travers les rencontres individuelles et de groupes, les visites à domicile et d'autres rencontres foraines, les agents de mobilisation communautaire, requièrent les avis, les propositions et les contributions des communautés, dans une démarche participative et inclusive. Toutes les rencontres prennent en compte le bien-être de l'enfant, la participation des femmes et des jeunes des différentes couches sociales. De l'action des neuf agents de mobilisation communautaire, des deux superviseurs, le Lead, coordonnateur de la mobilisation communautaire, effectue des missions dans les communautés pour s'assurer que les agents de mobilisation communautaire interviennent convenablement. Il apprécie également la réalisation des attentes des communautés, de l'État et des partenaires au développement. C'étaient des rencontres protocolaires, des échanges directs avec les communautés et de la facilitation. Une matrice élaborée à partir d'un document Excel a permis de recueillir les informations sur la pratique et l'évolution de la mobilisation communautaire, de même que l'état de réalisation et/ou de performance des indicateurs de résultats de la mobilisation communautaire.

L'efficacité de la théorie des attentes, qui est convoquée dans cette étude, et l'approche méthodologique sollicitée requièrent une fixation des indicateurs de la mobilisation communautaire. En effet, la mobilisation communautaire autour des CPC, à terme, doit pouvoir être mesurée par une adhésion et un engagement des communautés. Cette mobilisation communautaire va se traduire par la prise en charge du jeune enfant, de l'environnement et de la sécurité des CPC, de l'inscription des enfants âgés de 4 à 5 ans dans le préscolaire communautaire et de la prise en charge du fonctionnement du CPC. Les rapports de suivi des Agintris, Agintris, des superviseurs et les missions de supervisions permettent de s'assurer que la mobilisation communautaire est en marche et que les résultats escomptés sont atteints.

## **2. Résultats**

Le Projet d'Amélioration de la Prestation des Services Éducatifs (PAPSE) a livré aux communautés un bâtiment de deux classes sans porte, ni fenêtre et non clôturé. L'engagement des communautés bénéficiaires à la gestion de l'école motive l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la mobilisation communautaire. L'approche recherche-action mise à contribution tend à faciliter l'adhésion et l'engagement des communautés. C'est l'engagement qui marque le changement attitudinal ou comportemental. L'examen des résultats va donc porter sur la vérification des indicateurs

de la mobilisation communautaire. Il s'agit notamment de la prise en charge du jeune enfant et celle du fonctionnement des CPC puis de l'inscription et du maintien des enfants âgés de quatre à cinq ans dans les CPC.

### 2.1. La prise en charge du jeune enfant

De la campagne de mobilisation communautaire, les populations se sont investies dans la vie des CPC. La prise en charge du jeune enfant s'est manifestée au niveau de l'assainissement et de la sécurité de l'environnement des CPC. Respectivement 71% et 82% des fenêtres et portes dans les régions du Béré et du Kabadougou ont été installées. 100% des communautés ont monté une clôture sur le périmètre des CPC. Les CMEF approvisionnent les CPC en eau. Cette eau qu'elles vont chercher très souvent à l'extérieur du village sert de boisson aux enfants et à faire cuire le repas. 100% des CPC dans le Kabadougou et 22 des 24 CPC soit 88% dans le Béré bénéficient d'un repas commun à la cantine. Les 12% restant dans le Béré, apportent le repas de la maison. Les CMEF, en fonction de l'organisation sociale de la communauté, s'alternent à la préparation du repas soit par quartier soit par famille par exemple. Celles qui y sont dédiées de façon permanente bénéficient en retour d'une prestation communautaire.

L'engagement communautaire s'apprécie dans l'implication des femmes de la communauté. « Grâce à nos efforts conjugués, nous avons constitué un stock de vivres à travers les dons non seulement des femmes du village, mais aussi de celui des hommes. Les jeunes ont cédé une partie de leur production de riz pour la cause des enfants. Cet élan a permis d'offrir deux repas par jour aux enfants, et ce, tout au long de l'année », affirme la Présidente du CMEF de Niamanso dans l'IEPP d'Odienné 1.

**Tableau 1 : Proportion des indicateurs de la prise en charge du jeune enfant**

	Béré (24 CPC)	Kabadougou (11 CPC)
<b>Nutrition</b>	88%	100%
<b>Eau</b>	100%	100%
<b>Clôture</b>	100%	100%
<b>Fenêtre</b>	71%	82%
<b>Porte</b>	71%	82%

Source : Données de l'étude, juillet 2020

Ce Tableau 1 indique la proportion de réalisation des indicateurs de la mobilisation communautaire. Sur les 2 régions, le taux moyen de satisfaction des résultats de la mobilisation communautaire est de 86% pour le Béré et 92,8% pour celle du Kabadougou. Ce qui rassure de l'effectivité de la prise en charge du fonctionnement des CPC.

### 2.2. La prise en charge du fonctionnement des CPC

Selon la convention entre l'État de Côte d'Ivoire et l'Unicef, l'apport technique de l'Unicef vise à appuyer la mise en œuvre des activités de mobilisation communautaire et le renforcement des capacités des communautés pour la gestion des CPC (MENETFP-PAPSE, 2018). Pour atteindre ces objectifs de capacitation et d'autonomisation des communautés autour de CPC, les CMEF sont d'un apport indéniable. C'est pourquoi la mobilisation des femmes reste déterminante. Pour assurer la prise en charge des CPC, elles ont été l'une des cibles de la mobilisation communautaire. Dans le Béré, 24 CMEF ont été créés ou redynamisés. Les bureaux de CMEF locaux ont été formés et la facilitation des Agintras/Aginters et/ou du

Superviseur à l'élaboration du plan de travail communautaire (PTC) a permis de renforcer les capacités des femmes membres des CMEF. Les CMEF dans les 11 localités du Kabadougou sont fonctionnels. Dans le Béré ils regroupent 906 femmes dans les 24 localités, soit une moyenne de 38 femmes par CPC et dans le Kabadougou 333 femmes soit une moyenne de 30 femmes.

**Tableau 2 : Taux de création des CMEF et mise en place des AGR**

	Béré (24 CPC)	Kabadougou (11 CPC)
CMEF	100%	100%
AGR	100%	100%

Sources : Données de l'étude, juillet 2020

Les femmes regroupées au sein des CMEF jouent un rôle transversal dans la vie des CPC. En plus d'assurer au quotidien le bien-être de l'enfant, elles initient des Activités Génératrices de Revenu (AGR). Sous l'impulsion, l'accompagnement participatif et inclusif des Agintras/Aginters et du Superviseur, les femmes des CMEF, de leur propre initiative, ont entrepris la culture de vivriers (maïs, riz, ignames, Sesam, manioc), de culture de rente (anacarde, coton), des maraichères (aubergines, gombo, haricot) et la commercialisation de savons à fabrication artisanale et des vivres récoltés sur leurs espaces de cultures. Elles effectuent des prestations de services comme les travaux champêtres, moyennant rémunération au profit de la communauté. Les ressources obtenues sont investies dans les CPC. C'est cette collaboration que les Agintras/Aginters ont mise en priorité. Comme l'indique un chef de village dans une localité d'Odienné dans ces rapports avec un agent mobilisateur communautaire, « il a insisté sur le fait que c'est un travail qui doit se faire avec l'ensemble de la communauté et c'est à ce prix qu'on peut réussir la prise en charge du centre ».

Les chefs de village et de quartier, les leaders communautaires et les guides religieux étaient mis à contribution pour l'effectivité de cette mobilisation communautaire. Et la confiance installée « j'ai alors commencé à rencontrer les différentes couches de la communauté y compris ceux de la diaspora pour leur expliquer les attentes. Tous ont accepté de me suivre pour relever les défis. Grâce aux efforts de chacun, nous avons confectionné et installé des portes et des claustras. Pendant la fête du Mahoulid<sup>2</sup>, nous avons reçu, de la part des enfants de notre village vivant à Abidjan, des jeux pour les enfants du centre. Pour la réalisation du champ de riz du CMEF, j'ai cédé un hectare de ma parcelle » fait savoir un chef de village. Cette mobilisation des acteurs communautaires dans le Béré et le Kabadougou favorise l'inscription et le maintien des enfants dans les CPC.

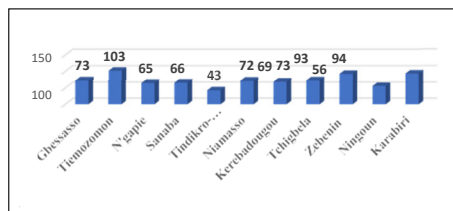
<sup>2</sup> Il s'agit de la fête-anniversaire de la naissance du Prophète de l'Islam. Dans le nord de la Côte d'Ivoire, cette célébration a un relent socioculturel.



### 2.3. L'inscription des enfants de 4 à 5 ans dans les CPC

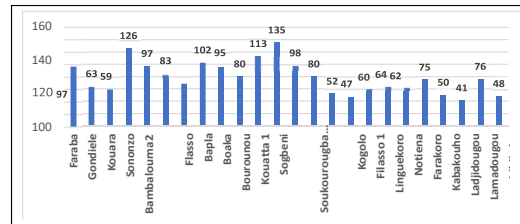
L'inscription des enfants de 4 à 5 ans dans les CPC est un indicateur déterminant de l'engagement des communautés. Un adage local, comme l'a signifié un interlocuteur lors des échanges, dit « là où le cœur n'y est pas, les pieds n'y vont pas » et s'ils acceptent, en tant que parents, d'envoyer les jeunes enfants dans les CPC, c'est que « leur cœur y est ». En effet, l'inscription des enfants en âge de préscolarisation était un réel défi de la mobilisation communautaire. Puisque « l'éducation préscolaire comme un investissement pour l'enfant n'est pas perçue par les parents-agriculteurs qui ne valorisent que ce qui implique le travail, qui ignore la valeur positive du jeu » (J-L. Brangeon et al., 1973, p.ii). Du fait de la mobilisation communautaire, en effet, 1871 enfants dans le Béré et 807 enfants dans le Kabadougou sont inscrits dans les CPC avec une proportion de 49,81% de filles dans le Kabadougou et de 50,93% de filles dans le Béré.

Graphique 1 : Effectif des CPC dans la région du Kabadougou



Source : Données de l'étude, Juillet 2020

Graphique 2 : Effectif des CPC dans la région du Béré



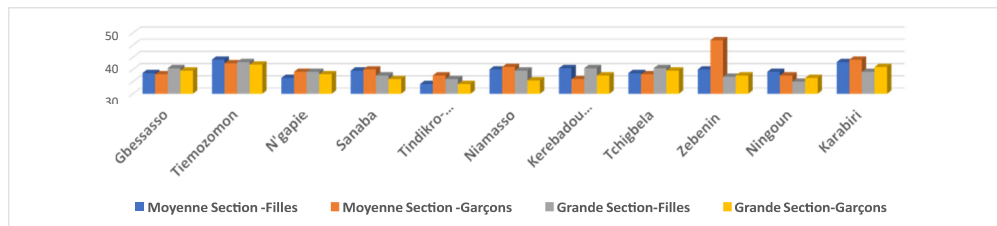
Source : Données de l'étude, Juillet 2020

Dans le Kabadougou, le CPC de Tiemozomon a le plus grand effectif avec 103 enfants (Graphique 1) et une moyenne de 73 enfants par CPC. Dans celle du Béré, le CPC de Soukourougban dispose du plus grand effectif avec 135 enfants inscrits. L'effectif le plus bas est celui de Marahoué-village avec 41 enfants inscrits. Six (6) CPC ont un effectif compris entre 36 et 59, 10 CPC entre 60 et 90 et 8 CPC ont plus de 90 enfants (Graphique 2).

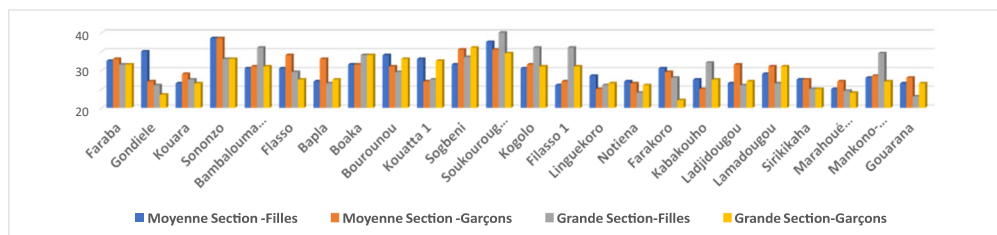
La forte présence des enfants-filles dans les CPC reste tributaire de l'efficacité de la mobilisation communautaire (Graphiques 3 et 4). Dans les deux régions où se déroule l'étude, les parents ont accepté d'inscrire, dans les CPC, leurs enfants-filles et garçons. L'écart entre filles et garçon dans les taux est faiblement de deux points. Et si dans la région du Kabadougou les filles sont de 2 points moins (49,81%) que les garçons, dans celle du Béré, elles sont de deux points plus que les garçons (50,93%).

Graphique 3 : Proportion de filles et de garçons dans les effectifs des CPC

Source : Données de l'étude, Juillet 2020



Graphique 4 : Proportion de filles et de garçons dans les effectifs des CPC (Béré)



Source : Données de l'étude, Juillet 2020

La présence des enfants-filles et garçons dans les CPC est un indicateur majeur de l'adhésion et de l'engagement des communautés autour des CPC. La participation des populations à la vie quotidienne des CPC résulte de la réussite des activités de mobilisation communautaire. Faisant ainsi de la mobilisation communautaire, un facteur indéniable de responsabilisation des enfants, des femmes, des jeunes et des autorités des communautés rurales pour le développement de la petite enfance.

### **3. Discussion des résultats**

L'examen de l'appropriation locale des Centres Préscolaires Communautaires dans les régions du Béré et du Kabadougou met en avant l'apport de la mobilisation communautaire en tant que stratégie de communication de changement d'attitude et de comportement. La participation des populations à la construction de leur propre bien-être reste déterminante dans la réussite des initiatives de développement. Elle stimule la résilience des communautés rurales pour assurer la pérennisation des acquis de développement.

#### **3.1. Résilience des communautés locales autour des CPC**

L'action communautaire « désigne toute initiative issue de personnes, de groupes communautaires, d'une communauté (...) visant à apporter une solution collective et solidaire à un problème social ou à un besoin commun » (J. Lavoie et J., Panet-Raymond, 2011, p.xii). Les termes de « collective » et « solidaire » fondent l'action communautaire. La solidarité crée un lien de complémentarité entre les membres d'une communauté comme exprimée dans la sagesse malgache du « Fihavarana » qui est une « une solidarité ancrée dans le principe des « autres qui comptent » qui sert les relations humaines avec l'obligation de vivre en cohésion dans la bonne entente et de se protéger » (S. Rabotovao, 2021, p.40). L'action communautaire donc se manifeste par la participation communautaire. Et la participation communautaire quant à elle, « désigne un type d'action communautaire collective, animé par un objectif couvrant tous les membres de la communauté et pouvant être soit bénévole soit officielle » (Organisation Panaméricaine de la Santé, 1986, p.3). La participation communautaire s'organise ainsi et prend forme à partir de la mobilisation communautaire. L'implication des populations dans le processus de prise de décision est un gage de leur adhésion et de leur engagement. C'est aussi là, toute la pertinence de la mobilisation communautaire dans la conception, la mise en œuvre et le suivi évaluation des projets de développement. A cet effet, « la communauté devrait participer à la planification et à l'évaluation. Le processus de gestion ne doit pas être considéré comme un processus indépendant de la communauté. Il doit être sensible aux idées et aux initiatives locales ... » (Organisation Panaméricaine de la Santé 1986, p.26).

La présente étude a pris en compte les communautés autour des CPC non pas simplement comme des bénéficiaires, mais comme des bénéficiaires actifs. Ils participent activement au développement de la communauté. Cette confiance accordée aux populations a ainsi permis de construire les clôtures sur le périmètre du CPC avec du matériel facilement accessible au niveau local : des files de fer, de la paille tissée, du bois, des briques. Cette exploitation des ressources locales pour répondre aux besoins des CPC s'est ressentie dans l'organisation des services de repas : chaque enfant apporte de la maison des vivres de diverses natures. Les femmes préparent à tour de rôle. Aussi, de la provision pour le repas des enfants est-elle faite à partir des champs et des maraichers des CMEF. Et parfois, des vivres provenaient du grenier commun du village sans occulter les libéralités faites aux enfants par le Chef ou certains responsables de la communauté. Dans la localité de N'Gapié dans l'IEPP de Madinani (Kabadougou), un volontaire de la communauté a cédé son bâtiment pour que les enfants inscrits commencent les cours en attendant l'achèvement de la construction des bâtiments officiels dédiés au CPC. « Après que le Projet avait décidé de construire une maternelle

dans le village, personnellement, comme de nombreux jeunes, suivions les travaux. A la rentrée des classes, le bâtiment n'était pas encore achevé. Un jour, par la voix de la présidente du CMEF, la communauté a été convoquée à une réunion avec l'agent de mobilisation communautaire du PAPSE. Au cours de la réunion, la présidente nous a expliqué la situation des enfants qui ont été inscrits, les encadreurs étaient présents, mais que les cours ne pouvaient commencer à cause de la non-finition du bâtiment. Pour nous motiver, l'agent a ajouté que chacun de nous devait faire quelque chose, car le centre est voué à être communautaire et que tout ce qui sera fait pour le bien-être des enfants sera le bienvenu. Convaincu de faire une bonne action, j'ai alors pris l'engagement de céder mon bâtiment couvert, mais pas encore achevé pour que les cours se tiennent. Cet engagement a été reçu par la communauté avec beaucoup d'applaudissements et de bénédictions en ma faveur. Les enfants y ont travaillé pendant deux mois ».

Par ailleurs, l'accès à l'enseignement préscolaire en zone rurale en Côte d'Ivoire ne doit pas être une source d'inégalité sociale. « En moyenne, les enfants des milieux populaires ruraux sont souvent et moins bien préscolarisés que les autres enfants » (J. Brangeon et al., 1973, p.3). Il y a donc « de la nécessité d'assurer une plus grande équité et de réduire les disparités entre régions et les écarts entre milieu rural et milieu urbain... » (Brunswic & Valérien, 2003), p.55). En amenant les communautés rurales à s'approprier les CPC, c'est leur capacité à se prendre en charge au niveau local qui est renforcée. Et plus, tel qu'indiquent les résultats de la présente étude, elles s'investissent elles-mêmes, avec leurs ressources humaines, matérielles et financières locales pour s'assurer du succès de ces CPC.

À travers les activités d'éducation parentale, qui constituent un pôle de construction de la résilience communautaire, « les parents d'enfants d'âge préscolaire pourraient être encouragés à prendre une part active à leur éducation. L'étude de la croissance et du développement de l'enfant devrait, par exemple, aider les parents à comprendre l'intérêt et l'importance de tout programme d'activités organisées. Cette prise de conscience pourrait modifier les attitudes actuelles à l'égard du jeu. Au lieu d'y voir, comme c'est souvent le cas, « une perte de temps » ou une manifestation de paresse, on comprendrait son importance pour le développement total de l'enfant » (Heron, 1979), p.66). La participation communautaire a donc été d'un apport essentiel à l'avènement d'un environnement favorable aux CPC et la revitalisation sociale et solidaire des communautés. À l'évidence, « par le fait de travailler ensemble pendant un certain temps, les familles améliorent leurs relations sociales. Elles tissent de nouveaux liens ou renforcent les liens existants autour de nouvelles activités telles que les techniques améliorées de maraîchage, la gestion des activités génératrices de revenus, la protection des enfants face à la traite, la scolarisation croissante, etc. » (Zampou, 2016), p.110).

Cet engouement communautaire autour des enfants et des CPC est le résultat de la bonne collaboration entre les acteurs communautaires, les décideurs institutionnels et les agents de mobilisation communautaire. L'implication des communautés crée ainsi, chez elle, de la confiance, de la responsabilité et surtout de la redevabilité individuelle et collective. La mobilisation communautaire fondée sur la théorie des attentes se concrétise par l'atteinte des indicateurs. Et confirme l'apport de la mobilisation communautaire dans la réussite des initiatives de développement.

La mobilisation communautaire est un processus qui, par sa démarche et sa finalité, implique les communautés bénéficiaires comme des partenaires, met les communautés en confiance et favorise l'autonomisation des communautés. C'est cette participation inclusive et la mise en avant de l'intérêt commun et solidaire qui permettent de tenir les engagements « d'une manière à la fois rentable et durable » ((Dir) Lourdes Arizpe, 2001).

### **3.2. Pérennisation des acquis de développement du jeune enfant**

Pour le spécialiste en communication pour le développement, ce n'est pas

simplement l'exécution des activités ou des tâches de mobilisation communautaire qui compte, mais plutôt la réalisation des indicateurs de départ. La mobilisation communautaire, du fait de sa contextualité, sa flexibilité et sa performance, reste un processus qui permet à terme d'observer le changement social et de comportement dans l'intérêt du jeune enfant.

La mobilisation communautaire, si elle produit simplement un effet cosmétique, n'aurait pas atteint sa promesse de facteur de co-construction et de co-gestion du développement. L'efficacité de la mobilisation communautaire dans l'appropriation des CPC, dans la présente étude, se constate par la présence des enfants dans les CPC et l'accompagnement continu des communautés.

Selon le rapport 2021-2022 de l'Unité de Gestion du Projet d'Amélioration de la Prestation des Services Éducatifs (UG-PAPSE), les enfants continuent de fréquenter les CPC. D'après ce rapport, 1456 enfants dans la région du Béré et 680 dans celle du Kabadougou sont présents dans les CPC (Archives PAPSE 2021-2022). Avec une proportion de près de 54% et de 52,5% de filles respectivement dans le Béré et dans le Kabadougou. Il y a donc un maintien et une hausse de l'adhésion et de l'engagement des familles et des communautés autour des CPC. L'Unité de Gestion du projet PAPSE admet que « la démarche adoptée par le projet est le développement conduit par les communautés. Pour permettre à celles-ci de bien conduire cette démarche, les renforcements de capacité ont été faits sur les modules Organisation de la Dynamique Communautaire, Evaluation Participative des Besoins, passation des marchés et gestion financière » (UG-PAPSE, 2021) p.14). La participation communautaire a donc été un levier majeur à la construction d'un environnement favorable aux CPC.

L'efficacité de la mobilisation communautaire autour des CPC met encore en évidence l'opportunité de la planification de la communication dans la planification des plans et programmes de développement. Si, « l'on ne peut pas ne pas communiquer », selon l'école de Paolo Alto (A. L. Quenum, 2019, p.14), il faut toujours optimiser le recours à la communication dans la conception et la gestion des projets de développement au niveau local. La promotion du bien-être du jeune enfant dans les CPC en est un exemple tangible. Il faut affranchir la communication « de l'approche techniciste qui la caractérisait pour épouser une dimension résolument psychologique et humaine » (A. L. Quenum, 2019, p.11). La communication n'est pas simplement un moyen de transmission ou de distribution de l'information. Appliquée au développement, la communication est « un processus » (M. Paolo 2008, p.40) de responsabilisation. Ce n'est pas un « complément à la gestion de projet, mais bien une activité transversale dont le but est de renforcer le dialogue avec les bénéficiaires, les partenaires et les autorités afin de favoriser l'appropriation des programmes au niveau local et de produire un impact durable » (T. Jenatsch et R. Bauer, 2016, p.10). La prise en charge communautaire durable des CPC se justifie par l'approche communicationnelle. Il s'agit pour la durabilité des initiatives de développement de prioriser une communication qui favorise l'écoute, la compréhension et la prise en compte des contraintes sociales et des attentes des cibles bénéficiaires.

La mobilisation communautaire entre dans les pratiques de la communication pour le changement comportemental et attitudinal. Au Maroc, dans le cadre du traitement de la problématique des grossesses en milieu rural, la mobilisation communautaire a permis d'améliorer « le recours et l'utilisation des soins maternels » (M. Sebbani et al., 2020). Et aujourd'hui, « les projets de promotion de la santé à base communautaire peuvent représenter une alternative pour la résolution des problèmes de santé maternelle ». De même, concernant l'enquête ANSWER, Ruggia (2016) affirme que « la communication et la mobilisation communautaire sont des enjeux fondamentaux pour la réussite d'une telle enquête. Dès la conception initiale de l'enquête, elles doivent être planifiées, réfléchies et mises en place avec les membres des communautés et des ressources adéquates doivent être consacrées à cet effet » (L. Ruggia, 2016, p.41).



Dans le contexte du développement durable, la participation communautaire reste déterminante dans la prise en charge locale des projets. Le projet PAPSE couvre 117 localités. Le besoin de développement et de protection de la petite enfance est ressenti dans les communautés rurales. Une extension de ce projet devra prendre en compte la mobilisation communautaire afin de s'assurer de l'implication des populations autour des Centres Préscolaires Communautaires.

### **Conclusion**

L'étude de l'appropriation communautaire des Centres Préscolaires Communautaires (CPC) dans les régions du Béré et du Kabadougou en Côte d'Ivoire a été une opportunité de mettre en relation et en pratique l'approche de la mobilisation communautaire basée sur la théorie des attentes. La recherche-action qui a ponctué cette étude met en évidence la collaboration qui doit exister entre les décideurs, les agences de développement et les populations bénéficiaires des plans et programmes de développement.

L'expérience de cette mobilisation communautaire en zone rurale et la participation des communautés qui en résulte permet de relativiser la démarche descendante et bureaucratique du développement qui voudrait que sur un champ de développement, nous ayons d'une part des développeurs qui prescrivent le développement et d'autre part des bénéficiaires qui appliquent le développement. La mobilisation communautaire est un processus participatif d'habilitation et de capacitation des populations.

En plus de responsabiliser les acteurs communautaires, elle forge en eux une capacité à se prendre en charge en fonction des ressources locales disponibles. Dans le cadre de la présente étude, la mobilisation communautaire a favorisé le développement de mécanismes communautaires de travail, de collaboration et de conduite d'activités d'intérêt commun pour une cible précise en occurrence le jeune enfant. Le regroupement des femmes dans les CMEF pour s'assurer par elles-mêmes des conditions de vie et du traitement de leurs enfants a accru l'élan de solidarité entre elles. L'entretien par alternance de la cour du CPC, l'approvisionnement en eau, la préparation du repas à la cantine, le travail commun dans le champ communautaire, sont tant de tâches qui ont émaillé les actions communautaires dans le Béré et dans le Kabadougou.

L'efficacité de la mobilisation communautaire peut être compromise si la coordination n'est pas cohérente entre les acteurs institutionnels, les agences de développement ou leur mandat et les communautés bénéficiaires. Les contraintes budgétaires peuvent aussi affecter la prise en charge communautaire des projets. Dans le cadre de cette mobilisation communautaire autour des CPC, les femmes au niveau des CMEF sont restées dans l'attente d'un fonds qui devrait être alloué aux activités Génératrices de Revenu (AGR). Le retard voire l'absence des ressources financières promises a failli entacher la confiance qui est fondamentale dans la conduite des activités au sein des communautés.

En contribuant à la construction de la conscience collective et solidaire au sein des communautés locales du Béré et du Kabadougou, la mobilisation communautaire se positionne comme un facteur de co-création et de co-gestion du développement. Son apport a donc été de faciliter l'implémentation des CPC en zone rurale, de structurer une synergie d'action communautaire et d'assurer la pérennité de l'enseignement préscolaire dans ces communautés. Le recours à la communication participative pour le changement de comportement doit intégrer les processus de conception, de mise en œuvre et de suivi des activités de développement afin d'en assurer l'à-propos, la gouvernance et la pérennisation.

### **Références bibliographiques**

Abolou Camille Roger, 2020, *La communication de changement comportemental, théorisations, modélisations et applications*, Paris, L'Harmattan.

Bédar Johonne et al., 2002, « L'éducation préscolaire au Québec : Bilan et perspectives », Les Dossiers des Sciences de l'Éducation, 7(1), 95-105.  
<https://doi.org/10.3406/dsedu.2002.978>

Brangeon Jean-Louis et al., 1973, « L'enseignement préscolaire en milieu rural », 76.p, hal-02859562.

Brunswic Etienne et Valérien Jean, 2003, *Les classes multigrades une contribution au développement de la scolarisation en milieu rural*, IIEP, Unesco.

Coutou Elodie, 2015, Le jeu et l'apprentissage, Mémoire de Master 2 « Métiers de l'éducation, de l'enseignement et de la formation" (MEEF) », Éducation, <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01387776>, consulté le 1<sup>er</sup>/09/2022 à 15:03

Dosso Faloukou, 2020, «Raison communicationnelle et développement durable en Afrique noire : risques à prendre et à éviter», *Rel@com*, Bouaké, revue électronique, ISSN:2617-7560, N°3, p.37-48.

Héron Alastair, 1979, *Planification de l'éducation préscolaire dans les pays en développement*, Unesco.

Jenettich Thomas et Bauer Richard, 2016, *Communication pour le Développement : Un guide pratique*, Berne, DIC, Confédération Suisse.

Jocelyne Lavoie et Jean Panet-Raymond, 2011, *La pratique de l'action communautaire* (3ème), PUQ.

Loi n° 2014-451 du 05 août 2014 portant orientation de l'organisation générale de l'Administration Territoriale.

Lourdes Arizpe, 2001, *Rapport mondial sur la culture : 2000 : diversité culturelle, conflit et pluralisme*, Ed. UNESCO.

MENETFP et MESRS, 2017, Plan sectoriel Éducation/Formation 2016-2025.

MENETFP-PAPSE, 2018, Convention entre le Gouvernement de Côte d'Ivoire et Unicef : Accord pour fourniture d'assistance technique. CUGP.

Mialaret Gaston, 1975, *L'éducation préscolaire dans le monde*, Pr. de l'Unesco. MPD, MICS, 2016, La situation des femmes et des enfants en Côte d'Ivoire.

MPD, SITAN, 2019, Analyse de la situation des enfants et des femmes en Côte d'Ivoire , Unicef Côte d'Ivoire

Ngom Awa Thiam, 1998, *Participation communautaire à l'effort de santé au centre hospitalier et universitaire de Fann (Dakar)* [Mémoire]. Gaston Berger de St Louis.

Norvez Alain, 1986, « La préscolarisation du jeune enfant en milieu rural », Espace Populations Sociétés, 4(2), 129-137. <https://doi.org/10.3406/espos.1986.1117>

ONU, 2015, Objectif 4 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Développement durable. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/éducation/>

Organisation Panaméricaine de la Santé, 1986, « Participation/organization communautaire », Série de ressources humaines, N°70, 158 p.

Ouellet Francine et Mayer Robert, 1991, *Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux*, Boucherville, Gaëtan Morin éditeur.

Paolo Mefalopulos, 2008, *Development communication sourcebook: Broadening the boundaries of communication*, The World Bank.

Paul N'Da, 2015, *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines : Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article*, l'Harmattan.

Pires Alvaro, 1997, *Échantillonnage et recherche qualitative: essai théorique et méthodologique*. La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques, 113-169.

Quenum Anicet Laurent, 2019, *Les Fondamentaux de la communication pour le développement : Manuel à l'usage des étudiants, enseignants, chercheurs et gestionnaires de projets de développement*, L'Harmattan International Burkina Faso.

Rabotovao Samoelson, 2021, «Les « autres qui comptent », un principe traditionnel Malgache de l'opinion publique, vers une nouvelle organisation socio-politique pour Le développement », *Rel@com*, N°4, Bouaké, revue électronique, ISSN:2617-7560, p. 39-47.

Ruggia Luciano, 2016, *Communication et mobilisation communautaire dans le cadre de la surveillance comportementale du VIH auprès des migrants d'origine subsaharienne vivant en Suisse*, Rahmen des Interuniversitären Weiterbildungsstudiengangs Public Health, Bern.

Sebbani M et al., 2020, « Mobilisation communautaire pour l'amélioration de la surveillance de la grossesse en milieu rural au Maroc » *Pan African Medical Journal*, 35. <https://doi.org/10.11604/pamj.2020.35.73.18328>, consulté le 2/09/2022 à 16:10

UP-PAPSE, 2021, *Rapport annuel Projet d'Amélioration de la Prestation des Services Éducatifs (PAPSE) [Rapport annuel]*. Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (MENA).

Zampou Lassina, 2016, « Mobilisation communautaire pour la protection des enfants au Burkina Faso », *Les Politiques Sociales*, 1-2(1), 103-114. <https://doi.org/10.3917/lps.161.0103>